

Ständiges Sekretariat für Anwerbung des Staatspersonals

Anwerbung von männlichen und weiblichen deutschsprachigen beigeordneten Arbeitskontrolleuren (Bauwesen) (Dienstrang 20), S 9823.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 9826.

Ministère des Affaires économiques

Indice des prix à la consommation du mois d'avril 1993, p. 9827.

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement

Appel n° 7/93. Recrutement d'un ingénieur en construction navale pour la Bolivie, p. 9829.

Ministère des Finances

Loterie nationale. Dates des tirages publics du mois de mai 1993, p. 9830.

Ministère des Finances, Ministère de la Prévoyance sociale et Ministère de l'Emploi et du Travail

Liste des entrepreneurs enregistrés (174e supplément), p. 9830.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Avis concernant une réglementation nouvelle du champ d'application d'une commission paritaire, p. 9830.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 9826.

Ministerie van Economische Zaken

Indexcijfer van de consumentprijzen in april 1993, bl. 9827.

Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

Oproep nr. 7/93. Aanwerving van een scheepsbouwkundig ingenieur voor Bolivia, bl. 9829.

Ministerie van Financiën

Nationale Loterij. Data der openbare trekkingen voor de maand mei 1993, bl. 9830.

Ministerie van Financiën, Ministerie van Sociale Voorzorg en Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Lijst van de geregistreerde aannemers (174e aanvulling), bl. 9830.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Bericht betreffende een nieuwe regeling van de werkingssfeer van een paritair comité, bl. 9830.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F 93 — 1035

2 AVRIL 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 fixant le Règlement général de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse

BAUDOQUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 61, § 2;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 fixant les statuts de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse;

Vu l'arrêté royal du 2 janvier 1991 fixant le Règlement général de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse, notamment les articles 5, 7, 29 et 34;

Vu les avis des Commissions des Bourses;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence,

Considérant, d'une part, que la situation financière de la Caisse d'intervention qui, ayant dû faire face à un certain nombre de faillites importantes, doit être préservée afin de permettre à celle-ci de continuer d'exercer sa mission dans les limites fixées par son règlement général, qu'il convient dès lors de modifier sans tarder certaines règles d'intervention, notamment en ajoutant certaines opérations ne pouvant pas bénéficier de l'intervention de la Caisse et d'autre part, que, dans l'intérêt des investisseurs, les critères

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 1035

[C — 03249]

2 APRIL 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 houdende het Algemeen Reglement van het Interventiefonds van de beursvennootschappen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 61, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 houdende de statuten van het Interventiefonds van de beursvennootschappen;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 januari 1991 houdende het Algemeen Reglement van het Interventiefonds van de beursvennootschappen, inzonderheid op de artikelen 5, 7, 29 en 34;

Gelet op de adviezen van de Beurscommissies;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende, enerzijds, dat de financiële toestand van het Interventiefonds dat het hoofd heeft moeten bieden aan verscheidene belangrijke faillissementen, veilig dient te worden gesteld, ten einde het Fonds in staat te stellen zijn opdracht te vervullen binnen de limieten die door zijn algemeen reglement worden bepaald; dat bijgevolg onverwijld bepaalde regels inzake tegemoetkomingen dienen te worden gewijzigd inzonderheid door toevoeging van bepaalde verrichtingen die geen tegemoetkoming van het Fonds

objectifs d'intervention de la Caisse en cas de dépôts de fonds auprès des sociétés de bourse doivent être précisés; qu'il convient dès lors de compléter les dispositions y relatives sans tarder;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 2 janvier 1991 fixant le Règlement général de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o les créances des actionnaires et associés importants de la société de bourse, celles de ses administrateurs et gérants, de droit ou de fait, ainsi que les créances des sociétés dans lesquelles ces personnes détiennent directement ou indirectement une participation d'au moins 25 % du capital, ou y disposent du contrôle de fait conformément aux dispositions relatives aux comptes annuels; »;

2^o au 3^o les mots « , ainsi que les créances des personnes dont le compte est tenu sous un autre nom que le leur, et/ou pour lesquelles les pièces justificatives sont établies sous un autre nom que le leur; » sont ajoutés après les mots « aux relations entre celles-ci et leurs clients »;

3^o au 5^o les mots « trouvent leur cause dans des » sont remplacés par les mots « sont liées directement ou indirectement, à titre principal ou accessoire, à des »;

4^o l'article est complété comme suit :

« 7^o les créances qui trouvent leur cause dans des dépôts de fonds dont la durée excède trois mois, sauf s'il est établi de manière certaine, que ces fonds étaient réellement affectés à des opérations déterminées et réalistes, compte tenu des conditions du marché, dont l'exécution justifie le renouvellement ou le maintien du dépôt;

8^o les créances qui trouvent leur cause dans des dépôts de fonds ayant bénéficié de rémunérations ou d'avantages s'écarterant de manière sensible des rémunérations ou avantages normaux. »

Art. 2. Dans l'article 7, alinéa 1er, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « occasionnées par une faillite ou un concordat judiciaire de société de bourse, » sont remplacés par les mots « occasionnées par une défaillance de société de bourse, en ce compris d'éventuelles interventions préventives, »;

2^o les mots « à charge de la faillite ou du concordat judiciaire. » sont remplacés par les mots « à charge de la société de bourse défaillante. ».

Art. 3. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 23bis. Le directeur-gérant informe également le président des faits graves constatés à charge d'agents de change ou des sociétés de bourse, ainsi que des infractions graves aux articles 22 à 26 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, constatées à l'occasion des contrôles effectués.

Le président peut les communiquer, respectivement, au président du Conseil d'agrément et de discipline dont l'agent de change relève et au président de la Commission de la Bourse concernée. ».

Art. 4. Dans l'article 29 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1er, les mots « paient annuellement une contribution égale à un » sont remplacés par les mots « contribuent annuellement au financement de la Caisse à concurrence d'un »;

2^o l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les contributions sont prises en charge par les sociétés de bourse et payables selon les modalités fixées par le conseil d'administration. La régularisation éventuelle s'effectue au plus tard dans les trois mois de la clôture de l'exercice comptable. Toutes les facilités seront données par les sociétés de bourse aux délégués de la Caisse pour contrôler l'application du présent article. ».

Art. 5. L'article 34 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« La Caisse peut cependant fixer un délai pour l'introduction des demandes d'intervention relative à ces faillites. Ce délai est porté à la connaissance du public comme prévu à l'article 11. Les demandes d'intervention doivent être introduites endéans le délai ainsi fixé à peine de forclusion, sauf cas de force majeure. ».

kunnen genieten en, anderzijds, dat in het belang van de beleggers, de objectieve criteria van tegemoetkoming van het Fonds dienen te worden bepaald in geval van gelddeposito's bij beursvennootschappen; dat de bepalingen dienaangaande onverwijld dienen te worden vervolledigd;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 5 van het koninklijk besluit van 2 januari 1991 houdende het Algemeen Reglement van het Interventiefonds van de beursvennootschappen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het 1^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o de vorderingen van de belangrijke aandeelhouders en vennoten van de beursvennootschap, deze van haar bestuurders en zaakvoerders, in rechte of in feite, alsook de vorderingen van de vennootschappen waarin deze personen rechtstreeks of onrechtstreeks een participatie van ten minste 25 % van het kapitaal bezitten, of waarin zij over de controle in feite beschikken, overeenkomstig de bepalingen inzake de jaarrekeningen; »;

2^o in het 3^o worden de woorden « , alsook de vorderingen van personen wier rekening onder een andere naam dan hun naam, wordt gehouden, en/of voor wie de stavingsstukken s' aan op een andere naam dan hun naam » toegevoegd na de woorden « op de relaties tussen laatstgenoemde en hun cliënten »;

3^o in het 5^o worden de woorden « hun oorzaak vinden in » vervangen door de woorden « rechtstreeks of onrechtstreeks, hoofdzakelijk of bijkomstig, verband houden met »;

4^o het artikel wordt aangevuld als volgt :

« 7^o de vorderingen die hun oorzaak vinden in gelddeposito's waarvan de duur drie maanden overschrijdt, behalve indien met zekerheid kan worden aangetoond, dat dit geld effectief bestemd was voor bepaalde en rekening houdend met de marktvoorwaarden, realistische verrichtingen, waarvan de uitvoering het hernieuwen of het behouden van het deposito verantwoordt;

8^o de vorderingen die hun oorzaak vinden in gelddeposito's die vergoedingen of voordelen hebben genoten die in gevoelige mate afwijken van de normale vergoedingen of voordelen. ».

Art. 2. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden « naar aanleiding van een faillissement of een gerechtelijk akkoord van een beursvennootschap, » worden vervangen door de woorden « naar aanleiding van het in gebreke blijven van een beursvennootschap, met inbegrip van eventuele preventieve tegemoetkomingen, »;

2^o de woorden « ten laste van het faillissement of het gerechtelijk akkoord. » worden vervangen door de woorden « ten laste van de in gebreke blijvende beursvennootschap. ».

Art. 3. Een artikel 23bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 23bis. De directeur-zaakvoerder brengt de voorzitter ook op de hoogte van ernstige feiten die ten laste van effectenmakelaars of beursvennootschappen worden vastgesteld, alsook van de ernstige inbreuken op de artikelen 22 tot 26 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, die vastgesteld worden ter gelegenheid van de uitvoerende controles.

De voorzitter kan ze respectievelijk, aan de voorzitter van de Erkennings- en tuchtraad waarvan de effectenmakelaar afhangt, alsook aan de voorzitter van de betrokken Beurscommissie, meedelen. ».

Art. 4. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden « betalen jaarlijks een bijdrage ten belope van een » vervangen door de woorden « dragen jaarlijks in de financiering van het Fonds bij ten belope van een »;

2^o het vierde lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De bijdragen worden gedragen door de beursvennootschappen en zijn betaalbaar volgens de door de Raad van bestuur bepaalde modaliteiten. Het eventuele regulariseren geschiedt uiterlijk binnen de drie maanden na afsluiting van het boekjaar. De beursvennootschappen moeten de afgevaardigden van het Interventiefonds alle faciliteiten geven om de toepassing van dit artikel na te gaan. ».

Art. 5. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het Fonds kan evenwel een termijn vaststellen binnen dewelke de verzoeken om tegemoetkoming betreffende deze faillissementen moeten worden ingediend. Deze termijn wordt ter kennis van het publiek gebracht zoals bepaald in artikel 11. De verzoeken om tegemoetkoming moeten binnen de aldus vastgestelde termijn op straffe van verval worden ingediend, tenzij in geval van overmacht. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Financiën wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 april 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 93 — 1036

[C — 3266]

**14 AVRIL 1993. — Arrêté royal
modifiant le Règlement général sur les taxes
assimilées au timbre**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 2, alinéa 1er, 1^o, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1980 et par la loi du 31 juillet 1984, et l'article 10, § 2, modifié par l'arrêté royal du 17 octobre 1980;

Vu le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, notamment l'article 3, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1980, 11 août 1981, 20 décembre 1984 et 24 janvier 1990, l'article 6, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1980 et 20 décembre 1984, et l'article 7, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1980 et 20 décembre 1984;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que, d'une part, en vue de l'ouverture des frontières fiscales internes le 1er janvier 1993, la loi et l'arrêté royal modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée datent respectivement du 28 et du 29 décembre 1992 et que, d'autre part, les arrêtés d'exécution doivent également entrer en vigueur le 1er janvier 1993;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 3 du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1980, 11 août 1981, 20 décembre 1984 et 24 janvier 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. La déclaration visée à l'article 1^{er} bis ou l'attestation visée à l'article 2 ne doivent pas être établies lorsque la demande d'immatriculation d'un véhicule terrestre à moteur est accompagnée d'un certificat d'admission temporaire délivré par la douane belge. »

Art. 2. A l'article 6 du même Règlement, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1980 et 20 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

A) dans l'alinéa 1er, les mots « et la demande d'immatriculation d'un véhicule à moteur visé à l'article 2, alinéa 1er, 1^o, du Code des taxes assimilées au timbre » sont insérés entre les mots « article 1^{er} bis » et « sont »;

B) dans l'alinéa 2, les mots « du véhicule à moteur ou » sont supprimés.

Art. 3. L'article 7 du même Règlement, modifié par les arrêtés royaux des 17 octobre 1980 et 20 décembre 1984, est complété par l'alinéa suivant :

« L'attestation visée à l'article 2 doit être apposée, lors de la demande d'immatriculation d'un véhicule à moteur visé à l'article 2, alinéa 1er, 1^o, du Code des taxes assimilées au timbre, par le vendeur, sur cette demande d'immatriculation. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

N. 93 — 1036

[C — 3266]

**14 APRIL 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging
van de Algemene Verordening op de met het zegel
gelijkgestelde taken**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, 1^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1980 en bij de wet van 31 juli 1984, en op artikel 10, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 oktober 1980;

Gelet op de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taken, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1980, 11 augustus 1981, 20 december 1984 en 24 januari 1990, op artikel 6, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1980 en 20 december 1984, en op artikel 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1980 en 20 december 1984;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat enerzijds met het oog op het opengaan van de fiscale binnengrenzen op 1 januari 1993 de wet en het koninklijk besluit tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde respectievelijk dateren van 20 en 29 december 1992 en dat, anderzijds, de uitvoeringsbesluiten eveneens op 1 januari 1993 in werking moeten treden;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taken, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1980, 11 augustus 1981, 20 december 1984 en 24 januari 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. De in artikel 1 bis bedoelde aangifte of de in artikel 2 bedoelde schriftelijke verklaring moet niet opgesteld worden indien de aanvraag om inschrijving van een motorvoertuig gestaafd wordt door een bewijs van tijdelijke vrijstelling afgeleverd door de Belgische douane. »

Art. 2. In artikel 6 van dezelfde Verordening, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1980 en 20 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het eerste lid worden tussen de woorden « artikel 1 bis » en « de stempel » de woorden « en op de aanvraag om inschrijving van een in artikel 2, eerste lid, 1^o, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken bedoeld motorvoertuig » ingevoegd;

B) in het tweede lid worden de woorden « van een motorvoertuig of » geschrapt.

Art. 3. Artikel 7 van dezelfde Verordening, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 oktober 1980 en 20 december 1984, wordt aangevuld met het volgend lid :

« De in artikel 2 bedoelde schriftelijke verklaring moet bij de aanvraag om inschrijving van een in artikel 2, eerste lid, 1^o, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken bedoeld motorvoertuig, door de verkoper worden aangebracht op deze aanvraag om inschrijving. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.